NOUS NE SOMMES PAS VOLONTAIRES...

... pour expérimenter la partition des fonctions civiles et pénales exercées par le juge des enfants.

L'expérimentation a pour objet de mettre en place une organisation aux termes de laquelle un même mineur relèverait de la compétence de deux juges des enfants distincts, l'un pour la procédure civile d'assistance éducative, l'autre pour la procédure de l'ordonnance du 2 février 1945.

Nous ne sommes pas volontaires à l'expérimentation pour les raisons suivantes :

1) La partition figerait de façon absurde la complémentarité des fonctions de protection et de sanction du mineur.

En ce qui concerne la justice des mineurs, la fonction de protection du mineur en danger est exclusive dans le contentieux de l'assistance éducative. Les deux fonctions cohabitent à des degrés divers dans le traitement de la délinquance des mineurs.

Nous, juges des enfants de Lille, sommes conscients que le cadre des interventions civile et pénale est différent et doit être perçu comme tel par les justiciables. Nous nous y employons quotidiennement et de différentes manières :

- en respectant un formalisme et des règles de procédure plus strictes en matière pénale (présence obligatoire du greffier et de l'avocat du mineur / respect des procédures en matière d'instruction pénale, de jugement et d'application des peines)

- en pouvant nous appuyer sur des rituels judiciaires différents (utilisation de salles d'audience différentes / port de la robe en chambre du conseil / recours au vouvoiement du mineur etc...).

La présence du ministère public lors des audiences pénales en chambre du conseil constituerait, à cet égard, un net progrès pour renforcer cette différenciation et pour manifester l'importance que la société attache actuellement au traitement de la délinquance des mineurs.

Dans la pratique, la différenciation de l'acte de juger civil et pénal repose sur l'adaptation et la créativité dont nous faisons preuve, avec le concours des auxiliaires de justice et notamment, celui des avocats des mineurs. La discussion est ouverte pour l'améliorer encore. Mais une séparation absolue des fonctions civiles et pénales priverait la justice des mineurs d'une souplesse inhérente à une démarche d'éducation et la figerait dans une démarche "schizophrénique" et

contre-productive.

En effet, l'autonomie de la volonté et la responsabilité pénale du sujet majeur constituent les fondements de notre système juridique, civil et pénal. En corollaire, le "mineur" est incapable civil et sa responsabilité pénale est atténuée, aux termes de l'article 122-8 du code pénal, dans sa dernière rédaction du 9 septembre 2002.

L'étymologie du terme "éduquer" ne renvoie pas une compassion lénifiante à l'égard du mineur mais à un accompagnement vers un but (*e-ducere*).

En matière civile, l'incapacité se traduit par le fait que le(s) parent(s) se substitue(nt) à l'enfant. En droit interne comme en droit international, la responsabilité pénale atténuée se traduit par le fait que la justice pénale des mineurs assure une fonction d'apprentissage des interdits, en adoptant une procédure pénale spécifique, afin que le mineur devienne progressivement sujet majeur et pleinement responsable.

C'est au nom de cette logique que la CEDH¹ a validé le système pénal hollandais dans lequel le juge des enfants cumule, comme en France, les fonctions d'instruction et de jugement, en contradiction avec les principes du droit pénal des majeurs.

Tous les êtres humains ont fait l'expérience que les adultes en position d'autorité à l'égard d'un enfant, et les parents en premier lieu, assument une fonction de protection et de transmission des valeurs mais aussi une fonction de sanction en cas de transgression des valeurs. Cette expérience, vécue dans le cadre de la justice des mineurs, n'est donc ni ambiguë ni confuse.

En imaginant de dissocier les fonctions civile et pénale, l'expérimentation renie cette expérience humaine et le principe même d'un droit spécifique pour les mineurs, destiné à "conduire" le mineur vers sa majorité.

2) La partition des fonctions serait source de conflits contre productifs à l'égard des mineurs et insolubles sur le plan institutionnel.

L'intervention de deux juges des enfants différents pour un même mineur ouvre le champ à des conflits ou des incohérences dans les décisions. *Quid* si l'un d'entre nous, juge des enfants civil, décide de confier un mineur à un foyer dans le cadre de la procédure d'assistance éducative (mesure financée par le Conseil Général du Nord) alors que le juge des enfants pénal, en charge du même mineur, estime qu'il doit être placé dans un CPI ou un CEF, dans le cadre d'une procédure pénale (mesure financée par la Protection Judiciaire de la Jeunesse) ?

D'une part, nous connaissons le caractère désastreux pour un enfant de voir ses parents ou deux autorités adopter des positions divergentes dans son éducation.

¹ 1) CEDH, *Nortier contre Pays-Bas*, 23 août 1993. "Pour atteindre ces objectifs [créer des juridictions spécialisées dotées de règles spécifiques] il semble à la fois raisonnable et indiqué d'organiser la procédure de manière telle qu'un juge unique connaisse l'affaire depuis le stade de l'instruction préparatoire [...] jusqu'à l'exécution de la sentence".

D'autre part, sur un plan institutionnel, sachant que chaque magistrat est statutairement indépendant, nous n'avons aucune garantie d'une résolution amiable du conflit entre les deux juges des enfants en charge du mineur. Qui arbitrera alors ? Au nom de quel principe décider que telle décision prévaudra sur telle autre ? Faudra-t-il créer un "Tribunal des conflits éducatifs" ? Et que dire alors des conflits suscités entre le Conseil Général du Nord et la Protection Judiciaire de la Jeunesse, financeurs des dites mesures ?

Et si le Barreau de Lille décide de s'aligner sur cette partition civile et pénale, *quid* si l'avocat dans la procédure civile n'adopte pas la même ligne de défense que son confrère en charge de la défense au pénal ?

3) La partition des fonctions civiles et pénales ruinerait le partenariat long et patient qui s'est établi pour l'exécution des décisions des juges des enfants ainsi que le partenariat en réseau qui se construit pour la prise en charge des adolescents les plus difficiles.

D'une part, et à la différence des autres fonctions judiciaires, l'exécution des décisions des juges des enfants repose sur des relations denses et permanentes avec des partenaires relevant du Conseil Général du Nord, de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et d'un important secteur associatif. Le Conseil Général du Nord et la Protection Judiciaire de la Jeunesse assurent aussi, en concertation, une politique d'animation et de contrôle des services, dans le cadre de la procédure d'habilitation conjointe et de l'élaboration concertée du schéma départemental. La partition des fonctions casserait ce travail de maillage en obligeant chacun à "choisir son camp".

A terme, il est à craindre que la Protection Judiciaire de la Jeunesse ne perde son influence locale dans le champ éducatif et ne soit de nouveau rattachée à l'Administration Pénitentiaire, comme exécutante de décisions pénales.

D'autre part, pour la prise en charge des adolescents les plus difficiles, qui se trouvent être aussi délinquants, voire multirécidivistes, les professionnels s'accordent sur la nécessité d'articuler tous les champs de compétence, dans une collaboration étroite, dite "travail en réseau" : l'Education Nationale, la DASS, les services de pédopsychiatrie, ceux de médecine générale, la PJJ, le Conseil Général du Nord, les partenaires du secteur associatif et bien sûr, les juges des enfants.

Il est évident qu'en raison de notre place privilégiée, nous sommes garants de la cohérence de ces dispositifs très complexes et que l'intervention de deux juges des enfants différents pour un même mineur démobiliserait les partenaires et ruinerait ce travail en réseau.

4) Dans un contexte de rationalisation des coûts budgétaires, que penser d'une réforme qui entraînerait une augmentation de la charge de travail de chaque juge des enfants et du greffe ?

Elle imposerait, en effet, à deux magistrats au lieu d'un d'examiner la situation d'un même mineur et elle imposerait à deux greffes différents de constituer des dossiers de personnalité distincts, tout en devant multiplier les notifications pour que chacun soit au courant de ce que fait l'autre. A effectif constant, la mise en oeuvre d'un tel projet nous sera impossible.

5) Le talon d'Achille de la justice des mineurs réside actuellement dans la faiblesse de ses moyens, au regard des attentes de la société et des responsables politiques.

S'il est une chose incompréhensible pour les justiciables concernés comme pour la société, c'est que la décision de placement d'un adolescent délinquant ou d'un adolescent en danger ne puisse pas être exécutée, faute de place disponible, ou qu'elle soit retardée au point de la vider de sens. Il en est de même pour la prise en charge des mesures de milieu ouvert civiles ou pénales, bien que la situation au Tribunal pour enfants de Lille ne soit pas la plus difficile pour ces dernières mesures.

De même, les délais d'audiencement devant le TPE sont longs (plus d'un an après l'ORTE sur certains secteurs), faute de disponibilité du parquet.

Nous pensons préférable d'axer notre travail de réflexion et nos initiatives dans ce domaine.

6) Sur le plan local nous insistons sur le fait que l'absence d'un juge des enfants, voire de deux, pendant plusieurs mois ne nous laisse aucune disponibilité pour nous lancer dans une expérimentation que nous refusons.

7) Enfin, le projet d'expérimentation pêche par une absence de méthodologie sérieuse.

Le projet n'a été précédé :

- d'aucune étude approfondie des pratiques en cours dans les juridictions
- d'aucune évaluation de l'impact des réformes qui se sont succédées depuis plus de 10 ans (de la mise en place d'une politique de "tolérance zéro" à l'égard des mineurs, à l'assimilation progressive du traitement des mineurs délinquants (tout particulièrement les 16-18 ans) à celui des majeurs).

De même, ce projet n'énonce :

- ni les postulats qui le fondent
- ni les objectifs recherchés (aggravation de la répression à l'égard des mineurs ? transfert, à terme, du contentieux civil à un juge de la famille ?)
- ni le cahier des charges des juridictions expérimentales
- ni les moyens mis à la disposition de ces juridictions.

Dans ce désordre méthodologique, qu'il nous soit permis de rajouter que le bon sens aurait voulu que les volontaires à l'expérimentation fassent connaître leur motivation plutôt que ceux qui la refusent !

Mais si finalement, cette nécessité d'argumenter nous permet d'affirmer nos engagements pour une justice des mineurs qui, tant sur le plan civil que pénal, respecte les prescriptions internationales et assume une mission de transmission des valeurs et des interdits, dans une complémentarité de protection et de sanction, nous ne boudons pas notre plaisir !